

« Il faut en tirer des leçons »

Président de DEC, l'association des entreprises du Cormier, Dominique Brulon raconte le redémarrage de l'activité. Et les questions que cette crise pose sur la gestion d'une entreprise.



Dominique Brulon.

PHOTO: D. B.

ENTRETIEN

Comment les entreprises du Cormier ont-elles accueilli cette drôle de période ?

Dominique Brulon : « Avec beaucoup de questionnements, au départ. Une grande partie des entreprises ont fermé le 17 mars. Sur le moment, on a tous compris qu'Emmanuel Macron demandait à tous de rester à la maison, sauf les salariés des entreprises liées de loin ou de près à des services publics. Ce n'était pas le cas. Quelques entreprises n'ont fermé que très peu de jours. Et ont pris l'initiative de redémarrer rapidement, certes à effectif réduit. D'autres, comme nous, ont fait le choix d'attendre un peu plus de deux semaines. L'objectif n'était pas d'attendre la fin du confinement mais de respecter la période d'incubation de la maladie. »

Sont-elles nombreuses, les entreprises à avoir cessé leurs activités depuis le 17 mars ?

« Oui, quand même. Évidemment, celles qui sont liées à l'alimentaire – comme AR Carton, Carrefour Supply Chain ou Antoine – ont continué à travailler. Idem pour celles qui fabriquent des palettes pour le secteur. Toutes celles qui pouvaient mettre leur personnel en télétravail ont fermé leur site, sans s'arrêter, comme Bodet. Mais des sites de production – comme la CAIB, l'imprimerie ICI – ont dû fermer pendant plusieurs semaines. »

Vous l'avez dit, certaines sont restées sur le pont. Pour les aider, y



Cholet, le Cormier, vendredi 3 avril. Les entreprises liées à l'alimentaire ont continué de tourner, d'autres reprennent doucement.

PHOTO: CO-ÉTIRES LIZAMBARO

a-t-il eu une solidarité entre entreprises ?

« Dans ces moments-là, on est tous la tête dans le guidon, en train de sauver les meubles chez soi. Mais nous avons mis en place un groupe de discussion sur WhatsApp dès le début. Ça a permis à chacun de dire où il en était, comment il envisageait l'avenir, s'il avait des besoins particuliers comme la gestion des masques... Une forme de solidarité. »

À Cholet, on sent l'activité économique redémarrer. Est-on passé dans une nouvelle phase ?

« Depuis début avril, on voit une légère reprise. Beaucoup d'entreprises ont rouvert, avec des effectifs très réduits, y compris dans la menuiserie, comme la CAIB. C'est aussi notre cas, celui d'ICI, Graphic 49... Mais ce n'est pas l'euphorie. »

Qu'entendez-vous par « effectifs très réduits » ?

« La priorité, c'est de savoir quelle capacité nous avons pour faire travailler nos salariés en sécurité. Cela dépend du type d'activité, de la surface pour partager le travail, de la

capacité à s'approvisionner en produits de protection... »

Ça a été compliqué ?

« Oui. En ce qui concerne les « vrais » masques, on laisse la priorité aux services médicaux. Nous avons essayé de nous approvisionner en masques tissés. Chez nous, à Qualéa, les gens ont un masque en tissu lavable, qu'ils portent 4 heures le matin, 4 heures l'après-midi, nettoyé tous les jours. Il y a 15 jours, c'était relativement facile d'en trouver. Aujourd'hui, on sait où en trouver mais les délais sont longs. Nous sommes aussi confrontés à une pénurie de thermomètres. On cherche là où on peut... Majoritairement, chez les pharmaciens. Mais ils sont en rupture. Ça complique la reprise du travail. »

Peut-on trouver un bon équilibre entre reprise d'activité et santé des salariés ?

« Il n'y a pas d'équilibre à trouver, pas de débat : la priorité absolue, c'est la santé. Même si nous sommes entrepreneurs et que nous avons la volonté de travailler. »

Ce n'est aujourd'hui pas le cas au Cormier, mais comprenez-vous cette méfiance de syndicats, comme chez Michelin ou Nicoll ?

« Elle peut s'entendre parce que, quoi qu'en dise, il y a une forme de peur, de crainte, à attraper une maladie qu'on ne voit pas. Il y a aussi une lecture, par certaines personnes et syndicats, qui fait qu'on n'est pas sur la même compréhension des textes. Aujourd'hui, la CGT est sur une posture qui dit : ne doivent travailler que les entreprises de première nécessité. Ce n'est pas ce que souhaite notre président de la République, si j'ai bien compris. Je ne porte pas de jugements, il y a des craintes compréhensibles. »

Est-il trop tôt pour évoquer les conséquences économiques pour les entreprises ?

« Il est trop tôt pour en évaluer les coûts. Les chiffres d'affaires de mars auront, grosso modo, chuté de 50, 60 %. Mais on a travaillé 15 jours en mars. En avril, même pour celles qui ont rouvert, ça coûte presque plus cher de travailler. »

S'attend-on déjà à une année 2020 catastrophique ?

« On saura a posteriori. C'est évident que même pour les entreprises ouvertes, l'activité n'est pas au rendez-vous. Certaines ont perdu 95 % de demandes de devis depuis le début de la pandémie. Ce sont celles qui ont une activité « juste à temps », avec des carnets de commandes à trois jours, une semaine. »

Alors que depuis des années, le Choletais recrute, cette crise va-t-elle mettre un coup de frein ?

« Probablement. Chaque chef d'entreprise fera son possible pour préserver l'emploi. Maintenant, quel est l'avenir de nos entreprises ? Faut-il vouloir faire du développement à tout prix ? Je n'en suis pas certain. Il faut d'abord tirer les leçons de ce que nous vivons. Développer du chiffre d'affaires pour faire du chiffre d'affaires, est-ce que ça aura beaucoup de sens à la sortie de tout ça ? Faut-il développer les activités qui ont une activité sociale ou un impact positif sur l'environnement ? Probablement. On a tous le souhait d'aller vers quelque chose de plus vertueux. »

Alexandre BLAISÉ



Dirigée par Dominique Brulon, Qualéa fait partie de ces entreprises du Cormier qui ont stoppé leur activité. Avant de redémarrer en douceur début avril.

PHOTO: DOMINIQUE BRULON

Chez Qualéa, pas de précipitation

Président de DEC, Dominique Brulon est surtout le dirigeant de Qualéa. Une entreprise adaptée qui emploie 76 salariés, « majoritairement dans les activités de sous-traitance » (échantillonnage, façonnage pour l'imprimerie...). Sans oublier la gestion des espaces verts et la préparation de voitures neuves pour des concessionnaires. « Notre particularité, c'est d'employer majoritairement des personnes en situation de handicap, au moins 80 % du personnel en production », commente le patron. Comme évoqué ci-dessus, Qualéa a stoppé ses activités au 17 mars, avant de reprendre dans la semaine du 6 avril, « avec l'encadrement et une

douzaine de personnes en production ». La semaine passée, une trentaine de personnes y travaillaient. « J'ai aujourd'hui une activité qui me permettrait de faire travailler tout le personnel », poursuit Dominique Brulon. Pourquoi ne pas le faire ? Du côté des espaces verts, pour ne pas envoyer son personnel à droite et à gauche. Du côté de la production, « mettre trop de monde au travail ne permet pas d'apprendre correctement les nouvelles règles sanitaires ». Surtout : « Il n'y a pas de souhait d'aller vite dans la reprise. Il ne faut pas précipiter les choses. L'humain d'abord. »

A.B.

A SAVOIR DEC : plus de 60 entreprises

Dynamique entreprise du Cormier (DEC) est une association qui rassemble une soixantaine d'entreprises de la première zone d'activités de Cholet. Soit près de 3 000 salariés. Parmi ces sociétés, des poids lourds du Choletais, comme Carrefour Supply Chain, Bodet, Brangeon, Jean Rouyer...



NOUVELLE SAISON,
NOUVEAU
REBOND !



SOLIDARITÉ